

Lettre ouverte aux membres de la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement

Chers membres de la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement,

Sa Majesté le Roi que Dieu L'assiste vous a honoré d'une grande mission, celle de penser un modèle nouveau pour notre développement. Ceci est une modeste contribution d'un passionné d'histoire économique, à votre lourde tâche.

J'ai choisi de vous parler non pas de ce que je sais, mais plutôt en toute modestie, de ce que je ne sais pas. Voici chers membres de la Commission, les quatre vérités que je ne connais pas.

En premier lieu, je ne connais aucun pays qui ait réussi à se développer économiquement sans avoir à un moment donné de son histoire, développé une industrie exportatrice forte. Car voyez-vous, lorsque que beaucoup d'économistes abordent la problématique de la balance commerciale dans notre pays, ils se concentrent sur l'accumulation des réserves de change que celle-ci apporte, et sur les crises de la balance des paiements que nous pourrions rencontrer si les réserves s'amenuisent, comme cela fut le cas dans notre histoire. Cette image est incomplète. Exporter signifie d'abord et avant tout, qu'un pays accumule du pouvoir d'achat sur les autres, thésaurisé sous forme d'actifs étrangers. Toutes les grandes nations développées ont réussi pendant une certaine période, à cumuler des actifs étrangers détenus sur le reste du monde, ce qui leur offre une avance considérable en termes de pouvoir d'achat futur. Si les Etats-Unis ont réussi cette accélération lors de la seconde moitié du XXème siècle, ils vivent depuis dans le sens inverse où ils réduisent leurs actifs nets détenus sur le reste du monde. Mais qu'à cela ne tienne, l'avance cumulée à un moment donné met du temps à se déprécier.

D'où l'une des recommandations, si cette Commission venait à fixer un objectif de croissance à atteindre pour notre émergence, il serait plus judicieux de ne pas fixer un objectif de croissance absolu, mais plutôt un objectif relatif par rapport à la croissance mondiale. Car le développement ce n'est pas de croître, mais plutôt de croître plus vite que les autres. Et la meilleure façon de croître plus vite que les autres, c'est d'exporter vers le monde davantage que l'on en importe.

La seconde vérité que je ne connais pas, c'est que je ne connais aucun pays qui ait réussi à se développer fortement, sans avoir bâti une réelle expertise en Recherche & Développement. Des exemples mondiaux tels que la Corée du Sud investissent chaque année plus de 4% de leur PIB en

Recherche & Développement ; notre pays se situe aujourd'hui à 0.7%. Comme notre PIB est plus petit, nous devrions même investir davantage que la part des 4% pour être compétitifs en montant absolu sur certaines technologies. Nous passerions d'un modèle où l'Etat finance des infrastructures publiques - qui peuvent être financées par le secteur privé - vers un modèle où l'Etat investit dans la recherche pour détenir ensuite des actifs intangibles tels que les brevets.

Car voyez-vous, j'ai la conviction que nous sommes à un tournant du capitalisme tel que nous le connaissons. La forme du capitalisme dans laquelle nous vivons est la troisième : celle du capitalisme industriel qui dure depuis près de deux siècles, c'est-à-dire depuis la révolution industrielle. Elle fait suite au capitalisme agricole et au capitalisme marchand. Mais cette forme du capitalisme industrielle s'épuise et elle est en train de muter, comme cela fut le cas à de nombreuses reprises dans l'histoire de l'humanité. Le capitalisme de demain sera – contrairement au capitalisme industriel actuel – moins consommateur en capital et plus consommateur en travail qualifié. Cela signifie que l'ancien modèle de développement des pays asiatiques qui était fondé sur une accumulation forte du capital (rendue possible par des taux d'épargne élevés, un attrait des investissements directs étrangers sous forme de délocalisations, un compte de capital fermé, des taux d'intérêt élevés), et sur du travail peu qualifié (maintien des salaires à un niveau bas pour être compétitifs, faible filet de sécurité sociale pour ne pas alourdir les charges patronales), ne fonctionnera plus à l'avenir.

En effet, nous vivons dans un monde où le capital est devenu abondant grâce à l'une des périodes de paix les plus longues dans l'histoire de l'humanité ; jamais l'Europe n'a connu une période de paix aussi longue que depuis la création de l'Union. Le capital est tellement abondant qu'il s'échange aujourd'hui à des taux d'intérêt négatifs. Il suffit donc qu'un pays présente un minimum de stabilité pour attirer du capital. Nous sommes par ailleurs dotés d'un système bancaire solide dont la taille des actifs a dépassé celle du PIB, et d'un marché des capitaux en plein essor. Demain, le capital ne sera donc plus l'élément déterminant entre les gagnants et les perdants dans la course des nations. Celle-ci deviendra focalisée sur la qualification du travail. Penser qu'un pays pourra être compétitif en maintenant des salaires bas, c'est omettre de voir la fabuleuse vague de robotisation qui déferle, et qui réduira le coût du travail marginal à des niveaux nuls. Les gagnants de demain seront ceux qui auront une main-d'œuvre extrêmement qualifiée, capable de porter des innovations fortes, qui iront de la recherche fondamentale jusqu'à la mise sur le marché. Et cela

ne se fait pas en gardant les salaires bas comme ce fut le cas dans les modèles de développement asiatiques, mais plutôt en les augmentant et en améliorant les filets de sécurité sociale, pour mettre un terme à la fuite des cerveaux qui s'en vont briller sous d'autres cieux.

En troisième lieu, je ne connais aucun pays qui ait réussi à se développer sans être en amont du cycle de l'innovation. En cela, il convient en parallèle à notre stratégie de sous-traitance sur le secteur industriel, d'oser mettre les pieds sur les secteurs qui feront les puissances de demain. Ce n'est pas l'automobile - innovation qui date de deux siècles - qui fera les puissances de demain. C'est la voiture électrique, la voiture connectée, la voiture autonome, la robotique, les nanotechnologies, la génétique, la bio-ingénierie, l'intelligence artificielle, l'informatique quantique ... Il faut oser se placer en amont du cycle d'innovation, là où la technologie est en train d'être créée, pour en récolter les fruits bien plus tard, et ne pas être cloîtrés dans une position d'attentisme scientifique par rapport aux leaders.

Enfin, je ne connais malheureusement pas de raccourci. L'innovation et la recherche prennent du temps. Le développement est un chemin long et sinueux, où se présentent quelques fois des opportunités d'accélération qu'il faut savoir saisir. C'est le cas aujourd'hui avec la vague technologique formidable qui avance vers nous à grands pas.

J'aimerais conclure mon propos en posant simplement la question de savoir, si au début de ce XXI^{ème} siècle, il est plus facile ou plus difficile pour notre pays de concrétiser son émergence, par rapport à d'autres pays qui ont déjà effectué cette transition auparavant. La réponse est partagée. Car sur le volet capital, il est plus facile pour nous d'accélérer notre développement que cela ne fut le cas pour d'autres avant nous, vu la mutation du capitalisme et l'abondance du capital discutée précédemment. Mais cela sera plus difficile pour nous aujourd'hui, car la compétition mondiale bascule vers les terrains où nous sommes les moins préparés, ceux de l'innovation, de la qualification de la main-d'œuvre, et de l'éducation.

Malgré l'étendue de ces défis auxquels nous faisons face, je demeure, chers membres de la Commission, convaincus que nous arriverons, par la grâce de Dieu.

Par Omar Fassal
Rabat, le 30 Janvier 2020.
Site web : www.fassal.net